Éthique confucéenne et commerce : un débat revisité

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La question de Weber

Le débat sur la religion et le capitalisme en Chine commence avec Max Weber. Après son étude de l'éthique protestante, Weber publia en 1915 *Konfuzianismus und Taoismus*, révisé en 1920 et traduit en anglais en 1951 sous le titre *The Religion of China*.[1] Il se demandait pourquoi le capitalisme moderne était né dans l'Occident protestant sans parvenir à se développer en Chine, alors que celle-ci avait connu de longues périodes de paix, une croissance démographique et un marché foncier mobile.

Weber trouvait l'explication dans la religion et la structure sociale. Selon lui, le confucianisme enseignait l'adaptation au monde, tandis que le puritanisme exigeait sa transformation. Le groupe de parenté élargi, renforcé par le culte des ancêtres, attachait les individus à leur village et entravait la formation d'une bourgeoisie urbaine. Les lettrés confucéens recherchaient les charges publiques et cultivaient leur statut, car pour « l'homme supérieur » une position comptait davantage que le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

profit.[2] Weber reconnaissait que les Chinois appréciaient la richesse et pratiquaient la maîtrise de soi. Il soutenait cependant que leur éthique manquait de la tension intérieure qui poussait le puritain à une accumulation méthodique.

La thèse de Weber a été critiquée de toutes parts. Le sociologue C.K. Yang lui a reproché de considérer la culture chinoise à travers les catégories du christianisme occidental.[3] Les historiens ont montré que les marchands chinois de la fin de l'époque impériale avaient développé des institutions commerciales élaborées, des sociétés de personnes et livres de comptes aux banques indigènes et aux réseaux de transfert de fonds. Les Chinois d'outre-mer d'Asie du Sud-Est offrent peut-être le contre-exemple le plus fort. Vivant hors de l'État impérial, souvent loin de leur lignage, ils devinrent les communautés commerçantes les plus prospères de la région.

Le débat sur les valeurs asiatiques

À la fin du XXe siècle, la question ressurgit sous une autre forme. La croissance rapide du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan, de Hong Kong et de Singapour conduisit certains observateurs à soutenir que des valeurs confucéennes telles que l'épargne, la discipline, le respect de l'éducation et la loyauté envers la famille et la communauté avaient favorisé le développement économique. Les dirigeants politiques de Singapour prirent part à ce débat dans les années 1990 en présentant les « valeurs asiatiques » comme un fondement du succès de la cité-État.[4] La crise financière asiatique de 1997, étudiée dans la partie D, affaiblit l'argument : les mêmes réseaux familiaux et relationnels que l'on avait loués étaient désormais accusés de nourrir un « capitalisme de connivence » (crony capitalism).

Ni le pessimisme de Weber ni l'optimisme ultérieur n'expliquent grand-chose à eux seuls. Les valeurs n'influencent les comportements qu'au travers d'institutions qui récompensent certaines conduites et en sanctionnent d'autres. La question la plus féconde est donc institutionnelle : quelles organisations et quelles pratiques ont permis aux marchands chinois de se faire confiance et de faire respecter leurs

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

accords ? Les travaux récents sur l'« économie rituelle » de la société marchande chinoise vont dans ce sens. Ils soulignent le rôle du rituel, des associations et de la réputation dans la vie commerciale.[5]

Un parallèle avec le calvinisme

La comparaison avec Genève est instructive dans les deux sens. La Genève de Calvin et les communautés chinoises de Singapour associaient toutes deux une éthique de la discipline à des réseaux denses d'obligations mutuelles. À Genève, le consistoire surveillait la conduite des fidèles, et la communauté réformée accordait du crédit à ses membres à travers l'Europe. À Singapour, les associations et les fraternités surveillaient leurs membres et accordaient du crédit au sein de la communauté. Les deux systèmes créaient de la confiance en rendant la réputation visible et la défaillance coûteuse.

Les différences sont tout aussi significatives. L'éthique réformée était universelle dans son principe et codifiée dans la doctrine, le catéchisme et la discipline ecclésiastique. L'éthique chinoise de la confiance était particulière : elle s'appliquait avec le plus de force au sein de la famille, du lignage et du groupe dialectal, et plus faiblement au-delà. Ce particularisme était une force, car il permettait une confiance dense au sein des groupes. C'était aussi une faiblesse, car il limitait le cercle dans lequel la confiance pouvait s'étendre. L'histoire de la banque chinoise à Singapour, étudiée dans la partie B, peut se lire comme l'extension progressive de la confiance du particulier au général.

Notes

1. Wikipedia, « The Religion of China » (consulté en septembre 2026) : publié en allemand sous le titre *Konfuzianismus und Taoismus* en 1915, révisé en 1920 ; traduction anglaise de Hans H. Gerth en 1951. ↩
2. Wikipedia, « The Religion of China » (consulté en septembre 2026), résumant l'argument de Weber sur l'« adjustment to the world » confucéen, la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

force des groupes de parenté et du culte des ancêtres, et les lettrés pour qui l'homme supérieur convoitait « a position, not a profit ». ↩

3. Wikipedia, « The Religion of China » (consulté en septembre 2026), sur la critique de C.K. Yang selon laquelle Weber considérait « Chinese culture from the Christian world ». ↩
4. Sur le débat des années 1990 sur les « valeurs asiatiques » et la contribution des dirigeants singapouriens, notamment l'entretien de Lee Kuan Yew avec Fareed Zakaria, « Culture is Destiny », *Foreign Affairs*, vol. 73, no 2, mars/avril 1994, voir la littérature qui y est citée. ↩
5. Voir par exemple l'essai « Beyond Confucianism: An Essay on Max Weber, the Religion of China and the Ritual Economy of Chinese Market Society », ainsi que Gary G. Hamilton, *Commerce and Capitalism in Chinese Societies*, Londres, Routledge, 2006. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.